

JANVIER 2008

SOCIETE / POLITIQUE

Chronique

Malaise dans la civilisation, par Régis Debray

LE MONDE | 24.01.08 | 13h26 • Mis à jour le 24.01.08 | 13h26

L'instituteur ne pourra jamais remplacer le pasteur ou le curé parce qu'il lui manquera toujours la radicalité du sacrifice de sa vie et le charisme d'un engagement porté par l'espérance. Qu'en auraient pensé, devant le peloton d'exécution, Jean Cavaillès, Marc Bloch, Jean Prévost, Léo Lagrange ? Ils avaient assez de foi en eux pour hausser les épaules. Mais du temps où il y avait une gauche en France, cette injure - dans la bouche d'un président de la République - eût mis un million de citoyens sur le pavé. Une "politique de civilisation" ? Certes, mais laquelle ? Chacune se définit par sa façon de souder ou de distinguer le temporel et le spirituel. Des Eglises libres de l'Etat, dans une nation élue, comme aux Etats-Unis, ce n'est pas un islam inféodé à l'Etat, comme en Turquie, ni un Etat libre des Eglises, comme en France, fille de sainte Geneviève et de Diderot. Après d'heureux aperçus sur le considérable apport du christianisme, le discours du Latran a dérivé vers une falsification de notre état civil. Et la prière psalmodiée dans la capitale du fanatisme, Riyad, louant Dieu comme "le rempart contre l'orgueil démesuré et la folie des hommes", oublie que le Dieu unique a été autant cela que son contraire.

C'est entendu : si aucune civilisation ne peut vivre sans valeur suprême, le temps est passé des messianismes de substitution qui demandaient à un accomplissement politique de pallier mort et finitude. Une république laïque n'a pas à promouvoir une quelconque Vérité, révélée ou "scientifique". Mais que notre chose publique, par une chanceuse exception, se soit affranchie, en 1905, des religions établies ne la réduit pas à une courte gestion de l'économie, notre intouchable état de nature. Enraciné dans l'instruction publique, le projet républicain d'émancipation a sa noblesse. Il y a un code des libertés publiques, mais la Fraternité n'est pas réglementaire. C'est une fin en soi, qu'on peut dire transcendante, sur laquelle peuvent se régler pensées et actions.

Tout citoyen à la recherche de ce qui le dépasse se verrait enjoint de regarder l'au-delà ? Cela revient à délester la République de toute valeur ordonnatrice. Il y a loin de l'enseignement laïque du fait religieux, que j'avais recommandé, que l'Assemblée nationale a approuvé, à ce détournement dévot du fait laïque. Notre propos n'était pas d'humilier l'institut pour vanter l'iman ou le pasteur. Mais d'étendre les Lumières jusqu'au "continent noir" des religions, non de les abaisser. Encore moins de les éteindre. "La mystique républicaine, disait Péguy, c'était quand on mourait pour la République. La politique républicaine, c'est quand on en vit." Cette dernière ne sera pas quitte envers la première avec une gerbe de fleurs le 14-Juillet ou une belle envolée quinquennale. Faut-il, parce que les lendemains ne chantent plus, remettre aux détenteurs d'une Vérité unique le monopole du sens et de la dignité ? Entre la high-life et la vie consacrée, il y a le civisme. Entre le top model et Sœur Emmanuelle, il y a l'infirmière, l'institutrice, la chercheuse. Entre l'utopie fracassée et le Jugement dernier, il y a ce que l'on se doit à soi-même, à sa patrie, à autrui, à l'éthique de connaissance, au démon artistique. Ces transcendances-là, qui se conjuguent au présent, sans dogme ni magistère, ne sont pas les seules, mais elles ont inspiré Marie Curie, Clemenceau, Jean Moulin, Braque, Jacques Monod et de Gaulle (dont la lumière intérieure n'était pas la religion, mais l'histoire). Etaient-ce des professeurs de nihilisme ? Dans le rôle du mentor et du liant entre factions, la franc-maçonnerie des *rich and famous* semble avoir remplacé celle des loges radicales d'antan, moins flashy mais plus éclairante. Faut-il, parce que le Grand Occident succède au Grand Orient, réduire le gouvernement à une administration, la scène nationale à un music-hall et la foi religieuse au statut de pourvoyeuse d'espérance aux désespérés ? Après l'opium des misérables, l'alibi des richards ? Les vrais croyants méritent mieux.

Au forum, la frime, à l'autel, l'authentique ? Dieu pour les âmes, l'argent pour les corps, ceci compensant cela. C'est l'idéal du possédant. Ce cynique équilibre entre indécence matérialiste au temporel et déférence cléricale au spirituel soulagerait nos élus de leurs obligations d'instruire et d'élever l'esprit public en payant d'exemple. Ce grand écart est possible dans un pays-église, formé au moule biblique, où neuf citoyens sur dix croient en l'Être suprême et où l'Évangile peut faire contrepoids au *big money*. La France, où un citoyen sur dix reconnaît l'Inconnaissable, n'est pas la "*One Nation under God*". Les civilisations ne se délocalisent pas comme des stock-options ou des *serials* télévisés - anglicismes désormais de rigueur. Fin des Chênes qu'on abat, à La Boissellerie, face à la forêt mérovingienne. "*S'il faut regarder mourir l'Europe, regardons : ça n'arrive pas tous les matins. - Alors, la civilisation atlantique arrivera...*" Encore une prophétie gaullienne confirmée ? Le divin atlantisme désormais à l'honneur donne congé à une tradition républicaine biséculaire au nom d'une tradition théodémocratique inexportable.

L'actuel chef de l'Etat s'est donné dix ans pour rattraper le retard de la France sur la "modernité", nom de code des Etats-Unis, passés maîtres des arts, des armes et des lois. Et voilà que, sur un enjeu crucial où nous avons de l'avance sur la Terre promise des people, un *born-again* à la française nous mettrait soudain en marche arrière ? Bientôt la main sur le cœur en écoutant *La Marseillaise* ? Les lapins, faute de mieux, feront de la résistance.

Régis Debray est écrivain, directeur de la revue *MédiuM*.

SANTE

Un lien direct est établi entre stress au travail et affections cardiaques

LE MONDE | 23.01.08 | 16h41 • Mis à jour le 23.01.08 | 16h41

Un lien de causalité directe peut exister entre le stress au travail et diverses affections cardiaques, comme l'angine de poitrine et l'infarctus du myocarde. Telle est la démonstration faite par une étude britannique mise en ligne, mercredi 23 janvier, sur le site du *European Heart Journal*, revue de la Société européenne de cardiologie.

Plusieurs travaux épidémiologiques et statistiques avaient, ces dernières années, établi des corrélations tendant à montrer une augmentation du risque cardio-vasculaire en fonction de l'exposition aux différentes situations stressantes rencontrées dans la sphère professionnelle. Menée dans 52 pays auprès de 25 000 personnes, et publiée en 2004 dans les colonnes du *Lancet*, l'étude "Interheart" avait conclu que ce risque était en moyenne multiplié par deux.

C'est pour tenter d'identifier les mécanismes physiologiques sous-jacents à ce phénomène qu'un groupe de chercheurs britanniques dirigé par Sir Michael Marmot, professeur d'épidémiologie et de santé publique (University College, Londres), a mené une enquête de grande ampleur. Elle porte sur 10 308 fonctionnaires britanniques, dont le suivi s'est étendu sur douze années.

Les chercheurs ont, dans un premier temps, confirmé les données connues sur l'exposition chronique au stress professionnel et l'augmentation du risque de maladies coronariennes. Ils observent aussi que cette association est plus élevée chez les femmes et chez les hommes âgés de moins de 50 ans.

Mais ils vont plus loin dans leurs conclusions, grâce aux analyses statistiques de l'ensemble des données collectées. Celles-ci concernent les comportements alimentaires, l'exercice physique, la consommation de tabac et d'alcool ainsi que le taux de cortisol - connue comme "l'hormone du stress" - et la présence ou non d'un "syndrome métabolique" (ensemble de perturbations biologiques associées à une obésité qui prédispose notamment aux affections cardiaques).

Ils estiment ainsi avoir pu mettre en lumière le fait que le stress peut, à lui seul, être directement à l'origine des accidents cardiaques par l'intermédiaire du système nerveux végétatif, qui assure le contrôle des fonctions respiratoire, digestive, cardio-vasculaire et endocrinienne. Il joue de ce fait un rôle central dans les réponses neuroendocriniennes au phénomène de stress.

A L'étude montre notamment que les personnes soumises à des stress chroniques ont plus que d'autres des taux matinaux anormalement élevés de cortisol et que leur appareil cardio-vasculaire n'a plus les mêmes capacités d'adaptation. Ceci ne signifie pas que les facteurs comportementaux (tabagisme, alcoolisme, sédentarité) ne jouent aucun rôle, mais les chercheurs estiment que ces facteurs - qui peuvent d'ailleurs être induits par le stress - ne joueraient, au total, que pour un tiers dans la genèse des manifestations pathologiques.

Jean-Yves Nau

SPORT

Une résolution pour protéger le modèle sportif européen

LE MONDE | 24.01.08 | 15h14 • Mis à jour le 24.01.08 | 15h14

Après le Parlement et la Commission, c'est au tour du Conseil de l'Europe de se pencher au chevet du sport et du football en particulier. Son assemblée parlementaire - qui réunit les représentants de 47 Etats - devait adopter, jeudi 24 janvier, à Strasbourg, une résolution sur *"la nécessité de préserver le modèle sportif européen"*.

La ratification du traité européen de Lisbonne, dont un article est consacré au sport, va conférer à l'Union européenne la compétence juridique qui lui manquait en matière de sport. Entre les partisans du "laisser faire" et les défenseurs de la "régulation", chacun fourbit ses armes.

"Nous voulons préserver le modèle européen pour éviter une déréglementation sauvage", déclare au Monde José-Luis Arnaut, le rapporteur de la résolution du Conseil de l'Europe. *"Le développement sans précédent de la dimension économique de certains sports professionnels, notamment en raison des droits de retransmission télévisée, met en péril un modèle fondé sur les principes jumeaux de solidarité financière et d'ouverture des compétitions"*, poursuit l'ancien ministre des sports portugais, qui avait déjà tracé quelques pistes pour assainir le monde du football dans un rapport remis en 2006 (Le Monde du 25 mai 2006).

Matches truqués, paris illégaux, transferts frauduleux, agents "véreux", violence, dopage... le *"modèle sportif européen"* est depuis plusieurs années sérieusement écorné. Le projet de résolution met en cause *"l'injection d'argent dans le sport et le cadre réglementaire caractérisé par le "laisser faire", conséquence souvent de la législation communautaire"*.

"ORIENTATION STRATÉGIQUE"

C'est l'application du principe communautaire de libre circulation des travailleurs qui a ouvert la voie, en 1995, avec l'"arrêt Bosman", à la dérégulation du marché des transferts des joueurs de football et à son corollaire : inflation salariale et multiplication des intermédiaires. Dans ce registre, le projet de résolution propose de *"trouver une forme plus rigoureuse de contrôle pour surveiller les activités des agents"*.

Le Conseil de l'Europe entend peser sur la Commission européenne, lieu, selon M. Arnaut, d'*"un intense lobbying de la part de la FIFA (Fédération internationale de football) et des grands clubs"*. En juillet 2007, la Commission a adopté un Livre blanc sur le sport censé donner *"une orientation stratégique sur le rôle du sport en Europe"*. Le document reconnaît que *"le sport n'est pas un business comme les autres"* et envisage même *"au cas par cas"* des entorses aux sacro-saints droits de la concurrence pour

protéger la "*spécificité du sport*" européen, incarnée notamment par la prééminence des fédérations et des équipes nationales sur les clubs.

En mars 2007, le Parlement européen a également adopté un rapport sur "*l'avenir du football européen*", qui demande la mise en place de règles juridiques claires - comme une certification européenne des agents - afin de préserver le sport de l'influence grandissante de "*considérations purement commerciales*". Certains eurodéputés, comme les Français Jean-Luc Benhamias et Guy Bono, ont toutefois regretté que le Parlement n'ait pas retenu la proposition de création d'un organisme indépendant de transparence financière, chargé de surveiller l'ensemble des clubs professionnels européens.

La résolution du Conseil de l'Europe ne va pas non plus aussi loin. Elle reste sur des principes généraux. Ainsi, concernant les agents, elle recommande seulement de "*trouver une forme plus rigoureuse de contrôle pour surveiller leurs activités*". Au sujet des paris, pour réduire le risque d'activités illicites, le Conseil de l'Europe propose de "*mieux protéger les droits intellectuels concernant les calendriers des manifestations sportives*".

"L'APPROCHE TOUT FRIC"

Au final, si le Conseil de l'Europe reconnaît et affirme la nécessaire autonomie des instances dirigeantes du sport, il insiste aussi sur les efforts que doivent encore entreprendre ces dernières pour adopter des modes de gouvernance plus démocratiques et transparents.

"Pendant des années, la principale autorité sportive européenne a été la direction générale de la concurrence de la Commission européenne ! Le droit de la concurrence remplaçait les lois du football", a déclaré, jeudi, devant les parlementaires du Conseil de l'Europe, le président de l'Union européenne de football (UEFA), Michel Platini. Le patron français de l'UEFA a salué l'initiative du Conseil et encouragé les parlementaires à ouvrir "la voie à une réglementation européenne qui nous libèrent des affres de l'approche "tout fric" qui nous fait tant de mal actuellement".

Stéphane Mandard

La FIFA et l'UEFA vont indemniser les clubs

La Fédération internationale de football (FIFA) et l'Union européenne de football (UEFA) ont annoncé, lundi 21 janvier, qu'elles allaient verser environ 252 millions de dollars (174,5 millions d'euros) entre 2008 et 2014 pour indemniser les clubs dont les joueurs participeront à la Coupe du monde et à l'Euro.

L'accord prévoit que la FIFA verse 110 millions de dollars, contre 142 millions à l'UEFA. La FIFA paiera 40 millions aux clubs dont les joueurs participeront à la Coupe du monde 2010. L'UEFA s'acquittera pour sa part de 63 millions pour l'Euro 2008.

Ces indemnités étaient réclamées avec véhémence par les clubs les plus riches d'Europe au sein du G14. Ce geste des instances dirigeantes du football mondial est la conséquence de la dissolution du groupement au sein d'une structure plus large, l'Association européenne des clubs, reconnue par la FIFA et l'UEFA. Ces dernières années, le G14 avait multiplié les plaintes devant les tribunaux pour obtenir de l'UEFA des indemnités considérables après les blessures de certains joueurs avec leurs sélections nationales. L'association née des cendres du G14 a enterré la hache de guerre et promis de mettre un terme aux procédures judiciaires.

REFORMES

Le rapport Attali veut accélérer la mutation de la France

LE MONDE | 19.01.08 | 09h54 • Mis à jour le 19.01.08 | 10h06

Moins de cinq mois après son installation, le 30 août 2007, la commission pour la "libération de la croissance française", présidée par Jacques Attali, doit remettre, mercredi 23 janvier, à Nicolas Sarkozy le résultat de ses travaux : plus de 300 propositions de réforme constituant *"un plan global"* d'inspiration libérale, que ses concepteurs veulent *"non partisan"*, pour assurer le retour en France d'une croissance forte et mettre en place dans le pays *"une véritable économie de la connaissance"*.

Le rapport, révélé par le site Internet des *Echos*, se décline en huit *"ambitions"*, vingt *"décisions fondamentales"* et 314 *"décisions"*. Six des vingt propositions *"fondamentales"* portent sur la nécessité de préparer, très tôt, la jeunesse à l'économie du savoir et de transformer la France en un *"champion de la nouvelle croissance"*. *"De notre capacité à innover dépendront notre croissance et notre place dans la compétition mondiale. Formation, transmission des savoirs et qualification permanente sont donc les conditions premières de notre réussite"*, insistent les experts, que la stratégie européenne adoptée à Lisbonne en 2000 et le modèle finlandais de recherche et d'innovation semblent avoir inspirés.

Aussi préconisent-ils, entre autres, de créer dix grands pôles d'enseignement supérieur de taille mondiale – *"la part du financement privé pouvant atteindre 80%"* – et de redonner à la France tous les moyens, dont ceux de la recherche, pour *"prendre une place de premier plan dans les secteurs d'avenir"* : numérique, santé, écologie, biotechnologies, nanotechnologies, neurosciences, etc.

M. Attali pose le diagnostic en ces termes : *"Le monde avance, la France doit croître"* et *"changer de vitesse"*, car dans un monde évoluant *"à très grande vitesse"*, un pays trop lent *"s'appauvrit"*, *"se désole et recule"*. Il n'y a nul déclinisme dans ce constat, mais plutôt la conviction partagée et étayée que, malgré ses nombreux atouts, la France a pris du retard et *"reste très largement une société de connivence et de privilèges"*. *"Les conséquences de ce conservatisme général sont catastrophiques, en particulier pour les jeunes"*, écrit M. Attali, dont le constat rejoint sur ce point celui dressé par le socialiste Jacques Delors.

Faire revenir *"pour tous"* une croissance économique forte suppose des réformes rapides et massives, estime l'ancien conseiller du président Mitterrand. Donnant implicitement acte à Nicolas Sarkozy de sa volonté de faire bouger la France, M. Attali appelle clairement à l'abandon d'*"un modèle hérité de l'après-guerre, alors efficace mais devenu inadapté"*.

Dans un domaine très exploré depuis trente ans, depuis le classique ouvrage de Malinvaud-Carré-Dubois sur La Croissance française (1972) jusqu'au rapport Camdessus de 2004, la commission Attali n'innove pas toujours, loin s'en faut. Réduire le coût du travail, ouvrir les professions réglementées, fiscaliser une partie du financement de la protection sociale, diminuer la dépense publique en faisant maigrir l'Etat et les collectivités publiques sont autant de recommandations de facture classique, qui sonnent, souvent, comme des redites. Mais ce faisant elles n'en apparaissent que plus *"incontournables"*.

Pour réaliser ce travail sur la croissance, auquel le chef de l'Etat avait assigné le même objectif fondateur que celui fixé par le général de Gaulle au rapport Rueff-Armand (1960), l'ancien sherpa de François Mitterrand s'était entouré de quarante-deux personnes : des présidents de grandes entreprises comme Anne Lauvergeon (Areva), des Européens de premier plan comme l'Espagnole Ana Palacio, vice-présidente de la Banque mondiale, ou l'Italien Mario Monti, aujourd'hui président de l'université Bocconi de Milan, des acteurs de la lutte contre les discriminations, des patrons de PME, des économistes comme Philippe Aghion, professeur à Harvard, mais aussi le Britannique Theodore Zeldin, auteur d'une célèbre Histoire des passions françaises, et le neuropsychiatre Boris Cyrulnik, des journalistes dont Eric Le Boucher, du *Monde*.

Ces personnalités d'horizons et de sensibilités politiques divers se sont progressivement forgé un jugement consensuel sur l'état de la France, avant d'élaborer ces propositions qui les engagent toutes.

"CONSERVATISME ACTUEL"

Globalement libérales, les propositions de la commission ne le sont pas toutes. Plusieurs sont empruntées aux social-démocraties scandinaves, comme la mise en place des agences pour les principaux services au public à la manière de la Suède ou celle de rémunérer les périodes de recherche d'emploi dans le cadre d'un "contrat d'évolution" des demandeurs d'emploi sur le modèle danois.

"La réforme peut faire peur, notamment aux plus démunis, alors que ce sont ceux qui ont le plus besoin de croissance", reconnaît M. Attali. Il avoue "une obsession" – "que tous soient gagnants, et en priorité les exclus d'aujourd'hui" – et propose, dans son "mode d'emploi" du changement, de respecter trois principes d'équité "cardinaux" : que la réforme concerne "toutes les catégories sociales et professionnelles", que les acteurs "les plus fragilisés" par la mobilité soient "les mieux accompagnés" et que les effets des réformes soient évalués dans la durée "et d'abord du point de vue des victimes du conservatisme actuel : en premier lieu les jeunes, les chômeurs, les plus pauvres et les exclus du marché du travail, et plus généralement les classes moyennes qui ne vivent que du revenu de leur travail".

Reste à l'exécutif à décider la suite qu'il entend donner à ces travaux. Ils ne constituent ni "un inventaire dans lequel un gouvernement pourrait picorer à sa guise ni un concours d'idées originales condamnées à rester marginales", mais, avertit M. Attali, "un ensemble cohérent, dont chaque pièce est articulée avec les autres, dont chaque élément constitue la clé de la réussite du tout".

Claire Guélaud

Environnement /sciences

Querelle scientifique autour du climat

LE MONDE | 15.01.08 | 15h01 • Mis à jour le 15.01.08 | 15h01

Il est peu courant de voir un quotidien généraliste au coeur d'une polémique scientifique pointue. C'est pourtant le cas du *Monde*, après la publication, dans son édition du 20 décembre 2007, d'un article intitulé "Une étude "climato-sceptique" soulève des soupçons de fraude". Y étaient rapportés des soupçons publiquement exprimés le 18 décembre 2007, sur le site RealClimate, par Raymond Pierrehumbert, professeur de géosciences à l'université de Chicago, sur l'honnêteté de travaux publiés début 2007 dans la revue *Earth and Planetary Science Letters (EPSL)*.

Ces travaux, dirigés par Vincent Courtillot, directeur de l'Institut de physique du globe de Paris (IPGP), exploitaient notamment une figure montrant une corrélation forte entre les variations du géomagnétisme, de l'éclairement du Soleil (ou irradiance) et de la température moyenne globale. Cette étude avait été utilisée, en mars 2007, au cours d'une séance à l'Académie des sciences, pour soutenir l'idée que les activités humaines pourraient ne pas être la cause principale des changements climatiques actuels.

Quelques semaines après ce débat, Edouard Bard (Collège de France) et Gilles Delaygue (Cerege) adressent à Rob Van der Hilst, éditeur (ou "rédacteur") pour *EPSL*, un article critiquant ces travaux. Selon l'usage, ce "Commentaire" est présenté à M. Courtillot et ses coauteurs, qui y répondent. Les deux textes - commentaire et réponse - sont mis en ligne sur le site d'*EPSL* fin 2007. Cependant, MM. Bard et Delaygue jugent insatisfaisante la réponse qui leur est faite : deux données utilisées (température

moyenne globale et éclaircissement) par M. Courtillet et ses collègues se révèlent ne pas être ce que les auteurs affirment.

MM. Bard et Delaygue envoient donc un *addendum* à leur commentaire, une "note ajoutée aux épreuves". Celle-ci est mise en ligne par les services techniques d'EPSL, sans la validation expresse de l'éditeur. Elle est même mise en page pour publication sur papier, avec la mention "accepté". Après être demeurée en ligne pendant environ un mois, cette note disparaît. Et l'équipe de M. Courtillet est autorisée par M. Van der Hilst à modifier le texte de sa réponse, en fonction du contenu de cette "note ajoutée aux épreuves" retirée. Ce retrait a suscité lui aussi les soupçons de M. Pierrehumbert.

Le 11 janvier, devant l'émoi suscité par l'affaire, M. Van der Hilst, professeur au Massachusetts Institute of Technology (MIT) et chercheur affilié à l'IPGP, publie en dernière instance un éditorial où il retranscrit, in extenso, la "note ajoutée aux épreuves" précédemment retirée. Il explique ce retrait par le fait que *"la politique éditoriale standard donne le dernier mot à l'équipe qui répond au commentaire" et requiert du "commentaire" qu'il ne soit pas modifié une fois accepté par l'éditeur*. *"Le comportement de M. Bard a été correct, il n'a jamais cherché à cacher quoi que ce soit, mais il a envoyé à EPSL sa note ajoutée aux épreuves" sans attendre de validation de ma part*, précise M. Van der Hilst, interrogé par *Le Monde*. *Les services techniques n'auraient simplement pas dû la mettre en ligne.*" Selon lui, *"tout le monde, dans cette affaire, est de bonne foi"*. Son éditorial, cependant, confirme que deux des quatre données exploitées dans leur publication n'étaient pas ce que M. Courtillet et ses coauteurs affirmaient qu'elles étaient.

Service Sciences

SOCIETE

Entretien avec Pierre-Yves Platini, associé au cabinet français spécialisé Fabernovel Consulting

"Les sites qui apportent le plus à leurs utilisateurs sont les mieux ciblés"

LE MONDE | 14.01.08 | 15h19 • Mis à jour le 14.01.08 | 17h25

Vous avez dirigé une étude sur les réseaux sociaux. Leurs sites changent-ils la façon de se présenter aux autres ?

Ils prolongent et rendent plus explicites les identités : dans la vie réelle, ma facette professionnelle est différente de celle que j'expose à mon club de rugby. Pourtant, c'est toujours moi, sans schizophrénie ni mensonge. Je peux afficher mon identité professionnelle sur LinkedIn ou Viadeo, la séparer de mon "moi personnel" sur Facebook, voire intime sur le site de rencontres Meetic.

Les membres de ces réseaux élaborent-ils une nouvelle façon d'établir et d'entretenir des relations ?

Clairement, oui. Les réseaux sociaux ont inventé des gestes virtuels qui donnent du sens à des actions anodines. Tout comme, dans la vie réelle, offrir des roses a ses propres significations.

Sur Facebook, par exemple, je peux "poker" un ami (lui taper symboliquement sur l'épaule sans rien avoir de particulier à lui dire), ou lui offrir un cadeau virtuel qui signifiera bien plus que les quelques pixels achetés. Sur MySpace, on trouve les "thanks for the add" (remerciements à la personne qui vous a ajouté parmi ses amis) ; sur LinkedIn, les recommandations (le témoignage de collègues), etc.

Leurs membres créent aussi une nouvelle relation au temps. Pour garder le contact avec mon réseau, je peux bloguer (publier une argumentation complète), microbloguer (fournir quelques mots indiquant mon état d'esprit actuel), etc. Je suis ainsi en contact permanent avec mes amis, je sais ce qu'ils font ou expriment en direct, sans que cela me prenne trop de temps.

On n'adhère pas non plus à l'un ou à l'autre de ces services pour les mêmes raisons ni avec le même but...

S'il s'agit de se faire de nouveaux amis ou d'entretenir ses relations, il y a FaceBook, qui privilégie l'interaction, ou MySpace, qui sert davantage de vitrine à l'ego. Si l'on cherche à rencontrer l'âme soeur, on préférera Meetic ou Match.com, qui fonctionnent plutôt comme des Bourses où chacun se "vend". Dans un objectif professionnel, on s'orientera vers le très international LinkedIn pour des postes de direction, ou vers Viadeo, plus français, pour des cadres moyens. Enfin, des sites comme Copains d'avant aident à entretenir des réseaux d'anciens élèves.

Les réseaux qui apportent le plus de bénéfices à leurs utilisateurs sont les mieux ciblés : le site Catster ne pourra jamais être aussi gros que FaceBook mais satisfera les gens qui aiment les chats. Et les utilisateurs ont tendance à s'inscrire dans un réseau adapté à leur profil : MySpace est plutôt fréquenté par des jeunes de classe moyenne, quand FaceBook s'adresse surtout aux 25-35 ans aisés.

Propos recueillis par Vincent Truffly

ENVIRONNEMENT / SANTE

La culture du maïs OGM est suspendue en France

LE MONDE | 12.01.08 | 14h39 • Mis à jour le 12.01.08 | 14h39

Vendredi 11 janvier, tard dans la soirée, un communiqué de Matignon annonçait la décision d'activer la clause de sauvegarde sur le maïs transgénique de Monsanto MON 810. Ce maïs destiné à l'alimentation animale étant le seul cultivé en France, le moratoire sur les cultures d'OGM est effectif.

Le gouvernement s'appuie sur les *"faits scientifiques nouveaux"* invoqués par la Haute Autorité sur les OGM, qui concernent la pollinisation croisée entre les cultures et les effets sur la faune. L'Autorité fait également état d'*"interrogations"* sur les conséquences environnementales, sanitaires et économiques de la culture du MON 810. *"Les doutes sur cet OGM ne condamnent pas l'intérêt de cette technologie pour relever les défis alimentaires et environnementaux"*, ajoute Matignon. Un plan d'investissement de 45 millions d'euros dans les biotechnologies est annoncé.

La mesure a été saluée par les écologistes. L'altermondialiste José Bové a interrompu sa grève de la faim, commencée le jeudi 3 janvier. Monsanto dispose de quinze jours pour présenter ses arguments, avant la transmission du dossier à Bruxelles. L'Agence européenne de sécurité des aliments devra se prononcer sur le dossier français. La France rejoint l'Autriche, la Hongrie et la Grèce, qui ont également activé cette clause.

Le choix du gouvernement intervient après une semaine de confusion. Retour sur l'imbroglio des derniers jours.

Mardi 8 janvier, 11 heures : Nicolas Sarkozy prend les devants. *"Si la Haute autorité sur les OGM, qui se prononce demain, soulève des doutes sérieux sur les OGM actuellement cultivés en France, je suis disposé à recourir à la clause de sauvegarde"*, dit le chef de l'Etat. Les mots ont été choisis avec le ministre de l'écologie, Jean-Louis Borloo, qui joue sa crédibilité. La suspension du MON 810 fait partie des promesses du Grenelle de l'environnement, comme la loi sur la coexistence entre les cultures, ainsi que la création d'une Haute autorité sur les OGM pluridisciplinaire et ouverte aux socioprofessionnels. Mais le ministre rencontre de grosses résistances. Les pro-OGM - semenciers et céréaliers de la FNSEA - mobilisent leur réseau. M. Borloo est désormais certain que sa position sera suivie, contre celle de François Fillon et du ministre de l'agriculture, Michel Barnier, qui préféreraient temporiser.

16 heures : Jean-Louis Borloo surprend. Le ministre de l'écologie annonce aux sénateurs le report de l'examen du projet de loi sur les OGM, qui était imminent. Les pro-OGM sonnent l'alarme. Le

gouvernement s'était engagé à faire adopter une loi avant les élections municipales... et les semis de maïs, en avril. La date du 5 février sera finalement fixée, à la demande expresse de M. Barnier.

21 heures : interrogations autour du buffet. Après la projection du film écologiste de Leonardo DiCaprio à l'Assemblée nationale, des exégètes interprètent le report de la loi. Si on ne légifère plus dans l'urgence, avant les semis, cela veut dire que la clause de sauvegarde est inévitable : le MON 810 interdit, il n'y aura plus d'OGM à semer. "*José Bové va pouvoir recommencer à manger demain*", lance un élu.

Mercredi matin : ambiance crispée à la Haute Autorité. La phrase de Nicolas Sarkozy et le report de la loi tournent dans les têtes. Le député Philippe Martin (PS, Gers) prend la parole : "*La décision politique est déjà prise, le comité risque d'être instrumentalisé*", dit-il en substance. Une heure de discussion sur ce thème suit, dans une ambiance tendue. La journée ressemble à un marathon. Le texte de l'avis est épiluché ligne à ligne. La mention de "*doutes*" est débattue et écartée, au motif qu'elle ne relève pas du langage scientifique. Le texte évoque des "*faits scientifiques nouveaux*" et des "*interrogations*".

19 heures : on reparle de "*doutes sérieux*".

Avec deux heures de retard, Jean-François Le Grand présente l'avis : "*Il y a des éléments scientifiques nouveaux. Il y a des doutes sérieux*" sur le MON 810, déclare-t-il. La "*décision officielle*" sera annoncée "*d'ici 24 à 48 heures*", souligne M. Borloo, sans en dire plus. M. Sarkozy a demandé communication du texte. Il a assuré au président de la FNSEA, Jean-Michel Lemétayer, reçu l'après-midi même à l'Élysée, qu'il prendrait le temps suffisant avant toute décision.

Jeudi 10 janvier : échanges de courriels. Les membres de l'Autorité entendent en boucle les "*doutes sérieux*" dans les médias. Hervé Guyomard, économiste à l'INRA, envoie un courriel aux autres participants évoquant "*l'impression d'instrumentalisation*".

"*Selon moi, écrit-il, il y a matière à un correctif public rappelant exactement les termes écrits de notre projet d'avis*". La quasi totalité du comité scientifique le signera. Beaucoup reprochent à M. Le Grand de ne pas avoir respecté les formes en ne distinguant pas le contenu de l'avis de sa propre appréciation. Certains pensent que le travail a été mené trop vite sur le fond, et que les critères de l'expertise collective ne sont pas respectés. Tous veulent rester dans leur rôle d'experts qui éclairent les politiques, mais ne tranchent pas.

Midi : feu sur la Haute Autorité.

Pour le président de l'Assemblée Bernard Accoyer, la Haute Autorité "*a été nommée avec peut-être un peu de précipitation*".

A Il réclame des expertises "*indiscutables*". Dans l'après-midi, les communiqués des céréaliers et semenciers pleuvent, évoquant une "*présentation biaisée*", une synthèse "*préfabriquée*". "*Les scientifiques voulaient éviter d'être utilisés par un camp, ils l'ont été par l'autre*", commente un membre de l'Autorité. Le sénateur Le Grand affirme que le travail mené a été "*honnête, sincère et vrai*" et condamne les "*lobbies*" à l'œuvre selon lui.

Gaëlle Dupont et Hervé Kempf

SOCIAL

Le marché du travail va évoluer vers la flexisécurité

LE MONDE | 12.01.08 | 14h34

Au terme de quatre mois de négociations, patronat et syndicats se sont quittés vendredi 11 janvier sur un projet d'accord sur *"la modernisation du marché du travail"*. Ce projet d'accord vise à jeter les bases d'une *"flexisécurité à la française"*, un néologisme désignant un donnant-donnant entre, d'une part, davantage de souplesse lors de l'embauche et du licenciement pour l'employeur et, d'autre part, l'assurance pour le salarié de conserver tout ou partie de ses droits, indépendamment des ruptures de contrat, au cours de sa vie professionnelle.

Côté souplesse réclamée par les entreprises, le texte comporte trois nouveautés. D'abord, à côté de la démission et du licenciement, est instauré un troisième mode de rupture du contrat de travail, une rupture dite conventionnelle ou à l'amiable entre un employeur et son salarié. Ce dernier bénéficiera d'un droit de rétractation. Cette séparation devra faire l'objet d'une validation par les directions départementales du travail.

Les périodes d'essai vont être allongées, dans des proportions moindres toutefois que ne le souhaitent initialement les organisations patronales. Enfin, est créé un nouveau contrat de travail : le contrat à objet défini, un contrat à durée variable dont la durée n'est pas prédéfinie - elle devra toutefois obligatoirement être comprise entre 18 et 36 mois - mais être déterminée par la fin d'une mission ou d'un chantier.

En contrepartie de ces trois assouplissements, les salariés se voient assurés de conserver certains de leurs droits malgré leur période de chômage en termes de formation ou de complémentaire santé. Par ailleurs, l'indemnité minimale de licenciement est relevée. Les organisations syndicales ont prévu de soumettre ce projet d'accord à leurs instances dans les jours à venir.

La CGT a d'ores et déjà fait savoir qu'elle ne ratifierait pas le texte. Les quatre autres confédérations - CFDT, CGC, CFTC, FO - ont réservé leur réponse. Déçues par l'équilibre général du texte entre flexibilité et sécurité, elles estiment avoir limité les dégâts et fait bouger la partie patronale.

Pour les syndicats et, dans une moindre mesure, le patronat, la conclusion d'un accord a surtout une valeur politique. Celle d'éviter que le législateur ne se substitue aux partenaires sociaux pour imposer sa propre modernisation du marché du travail, comme le premier ministre François Fillon en avait brandi la menace.

L'Elysée a salué *"la qualité du travail des partenaires sociaux"*, qui *"témoigne de la maturité du dialogue social"*. Et indiqué qu'en cas d'accord (au moins trois signatures syndicales sont nécessaires) un projet de loi de validation serait présenté au Parlement d'ici à juin.

Caroline Monnot

Article paru dans l'édition du 13.01.08

CULTURE

Le cinéma français récompensé aux Golden Globes

LEMONDE.FR avec AFP et Reuters | 14.01.08 | 05h34 • Mis à jour le 14.01.08 | 05h51

Les Golden Globes, cérémonie de récompenses hollywoodiennes la plus prestigieuse après les Oscars, ont été réduits cette année à la portion congrue, sans tapis rouge, ni célébrités. La cérémonie, qui devait se dérouler dimanche soir 13 janvier à Hollywood, a été remplacée par une simple conférence de presse d'une trentaine de minutes. Le syndicat des auteurs avait prévenu qu'il installerait un piquet de grève à l'entrée de la cérémonie si elle avait lieu, conduisant de nombreux acteurs à refuser de s'y rendre.

Quatre films ont obtenu deux Golden Globes chacun : le drame *Reviens-moi*, le sanglant film musical *Sweeney Todd*, le non moins violent *Non, ce pays n'est pas pour le vieil homme* des frères Coen et le long métrage franco-américain *Le scaphandre et le papillon*.

Marion Cotillard, 32 ans, a obtenu le prix de la meilleure actrice dans un film musical ou comique pour son interprétation d'Edith Piaf dans *La même*.

Quant au film *Le scaphandre et le papillon*, il a reçu le prix du meilleur film en langue étrangère. Le cinéaste américain Julian Schnabel a, par ailleurs, obtenu le Globe du meilleur réalisateur pour ce film adapté du livre éponyme du journaliste français Jean-Dominique Bauby, et tourné en français.

La Britannique Julie Christie, la "Lara" du *Docteur Jivago*, Oscar de la meilleure actrice en 1965 pour *Darling*, 66 ans, a été récompensée par le Golden Globe de la meilleure actrice dans un drame pour *Loin d'elle*.

INCERTITUDES QUANT AUX OSCARS

L'acteur irlandais Daniel Day-Lewis a remporté le prix du meilleur acteur dans un film dramatique pour *There will be blood*.

L'Australienne Cate Blanchett et l'Espagnol Javier Bardem ont obtenu les Golden Globes des meilleurs acteurs dans des seconds rôles. Cate Blanchett, 38 ans, est honorée pour son rôle de Bob Dylan dans *I'm not there* et Bardem, également 38 ans, reçoit un Globe pour *Non, ce pays n'est pas pour le vieil homme*, des frères Coen, où il joue le rôle d'un tueur excentrique.

Non, ce pays n'est pas pour le vieil homme obtient le Golden Globe du meilleur scénario pour Joel et Ethan Coen.

Sweeney Todd, le diabolique barbier de Fleet street, signé Tim Burton, avec Johnny Depp, a décroché le Golden Globe du meilleur film comique ou musical.

Côté film d'animation, c'est *Ratatouille*, l'histoire d'un rat voulant devenir cuisinier, qui a été récompensé.

En raison de la grève des scénaristes, qui dure depuis le 5 novembre et est provoquée par une dispute sur la distribution des droits d'auteur découlant des nouveaux supports numériques, la HFPA a repoussé à 2009 la remise d'un Golden Globe d'honneur à Steven Spielberg, initialement prévue lors de cette édition.

Après le désastre des Globes, l'incertitude règne quant aux conséquences du mouvement social, qui a déjà paralysé une partie de la production audiovisuelle américaine, sur les Oscars, qui doivent avoir lieu dans six semaines.

ENVIRONNEMENT

Demain, combien de terres stériles ?

LE MONDE | 12.01.08 | 14h33 • Mis à jour le 12.01.08 | 14h33

Agroéconomiste et géographe, vous êtes président du Comité scientifique français sur la désertification (CSFD). Ce processus gagne du terrain à un rythme alarmant. Si rien ne vient l'enrayer, quel pourcentage des terres émergées sera touché dans vingt ans ?

Les Nations unies estiment qu'un tiers des terres émergées est menacé. Aujourd'hui, 500 à 600 millions de personnes en subissent les conséquences. Ils seront deux à trois milliards à l'avenir, si rien ne change.

Sur quelles tendances s'appuient ces prévisions ?

La menace vient à la fois de l'augmentation de la population mondiale - nous allons passer de six à huit milliards d'individus -, de l'absence d'adaptation des systèmes d'agriculture et d'élevage, et des risques liés aux changements climatiques. Selon les prévisions du Groupe intergouvernemental d'experts pour le climat (*GIEC*), notre siècle sera marqué par des épisodes climatiques extrêmes. Les sécheresses seront plus fréquentes et plus longues.

A quoi ressembleront les zones touchées par la désertification ?

Il faut préciser d'emblée que la désertification, ce n'est pas une progression naturelle des déserts. C'est un phénomène qui se produit souvent - mais pas toujours - sur les marges des déserts, ce qui fait que l'on dit improprement que le désert "avance".

On considère qu'une terre est désertifiée quand il ne reste que 10 % ou 15 % de végétation sur le sol. Il n'y a plus d'arbres ni d'arbustes. Il reste environ une touffe d'herbe par mètre carré. Le reste, c'est du sable et des cailloux.

En fait, la désertification consiste en une perte progressive de la fertilité des sols. Ses causes sont à la fois naturelles et humaines. Le manque d'eau entraîne une baisse de la productivité des terres. Mais les activités humaines ont une grande part de responsabilité dans le phénomène, car les pratiques agricoles et d'élevage trop intensives ou inadaptées épuisent également les sols.

Quelles régions du monde sont menacées ?

Une centaine de pays sont concernés, sur tous les continents. L'Afrique l'est au premier chef. Le continent asiatique également. Toutes les franges du désert australien subissent elles aussi un déficit en eau depuis quelques années. Le continent américain et l'Europe ne sont pas épargnés : le phénomène menace un bon tiers de l'Espagne, Chypre, une partie de la Sardaigne, de la Sicile, et de la Grèce.

Quelles seront les conséquences sur l'environnement ?

Quand la végétation disparaît, le sol perd sa capacité de rétention de l'eau. Le ruissellement emporte la terre. Il n'y a plus de graines dans les sols. Toute vie disparaît. La résilience de l'écosystème, c'est-à-dire sa capacité à revenir à l'état initial, ne cesse de diminuer. C'est un cercle vicieux.

Les conséquences seront également planétaires. Une forte désertification aboutira à la mise en suspension dans l'atmosphère de millions de tonnes d'aérosols. Les dépôts de terre entraînés par l'érosion envahiront les égouts des villes et perturberont le régime de crue des fleuves. Le phénomène aggravera aussi le réchauffement climatique, car la capacité de stockage du carbone atmosphérique diminuera.

Quel sera le sort des populations qui vivent sur ces terres ?

Quand la fertilité des sols et leur capacité à retenir l'eau diminuent, les rendements agricoles baissent. Donc la ration alimentaire quotidienne baisse et le revenu baisse, qu'il provienne des surplus de

l'agriculture vivrière ou de la culture de plantes commerciales. On observe dès aujourd'hui une chute des rendements en sorgho et en coton.

Pour compenser cette tendance, les paysans augmentent les superficies cultivées. Ils résolvent leur problème pour une année, mais ils réintroduisent le cycle de la désertification sur de nouvelles terres. Quand les déplacements locaux ne suffisent plus à faire vivre les familles, on envoie des gens vers les villes pour trouver du travail et envoyer de l'argent. Les bidonvilles gonflent.

La désertification peut-elle aboutir à des mouvements migratoires ?

Ils ont déjà commencé, notamment de l'Afrique subsaharienne vers le Maghreb et l'Europe. Cela conduit à des drames, et ce n'est pas une solution d'avenir. La solution, c'est que les villageois se développent dans leur village. Si l'on suit la tendance dessinée par le dernier rapport du GIEC, et si les techniques agricoles ne changent pas, on risque d'aboutir à des crises sociales terribles. Il y aura des bagarres pour la terre et des bagarres pour l'eau au sein de pays et entre pays. En désespoir de cause, les gens bougeront beaucoup plus.

La progression de ce processus est-elle inéluctable ?

Non. Il faut améliorer la gestion de l'eau et les techniques agricoles. C'est simple et assez peu coûteux. On peut empêcher l'eau de partir, grâce à de petits murets de pierre, à des diguettes, à de petites retenues. Il faut aménager les pentes pour stopper l'érosion, faire des trous dans lesquels on met du compost et où l'on plante un arbre, tous les 3 ou 5 mètres.

C'est aussi simple que cela ?

Même avec peu d'eau, quand la végétation commence à recoloniser le sol, on stoppe la spirale négative. Au bout de trois ou quatre ans, le sol est enrichi en matière organique, et on peut envisager de réimplanter une agriculture. Il n'y a pas besoin de grands aménagements. Il faut juste un peu d'engrais. Avec de bonnes pratiques, les rendements peuvent doubler ou tripler. Cela a déjà été fait sur des milliers d'hectares, c'est reproductible.

Quel pourrait être l'apport des plantes génétiquement modifiées ?

Je ne suis pas contre a priori, mais ce n'est pas un remède miracle. La génétique traditionnelle progresse dans la sélection de semences adaptées au manque d'eau. De toute façon, les paysans de ces zones ne sont pas solvables. Mieux vaut améliorer les variétés locales, et garder la technique traditionnelle, qui consiste à prélever 15 % de sa récolte comme semences pour l'année suivante.

Pourquoi les techniques élémentaires que vous décrivez ne progressent-elles pas ?

Il faut investir de 300 à 400 dollars par hectare et par an, pendant trois ou quatre ans. Les paysans n'ont pas cet argent. Ensuite, toute la difficulté vient du différé du retour sur l'investissement. Pendant les quelques années consacrées à la restauration des sols, il faudrait donner à manger aux gens, et même les payer. Ce message est très difficile à faire passer. Les gouvernements des pays concernés ont d'autres priorités. Les masses rurales sont ignorées, c'est la peur de l'émeute urbaine qui domine.

La communauté internationale agit-elle ?

L'aide publique au développement va en priorité aux infrastructures et à la santé. C'est plus visible. En plus, l'aide internationale va plutôt aux grands projets, alors que ce type de programme demande d'allouer de petits montants. Il s'agit pourtant de restaurer un bien public mondial. C'est assez désespérant, on dirait que personne ne se rend compte de la gravité de la menace.

Il faut faire comprendre que la protection de l'environnement, ce n'est pas seulement la limitation des gaz à effet de serre, ou la protection de la biodiversité, mais aussi une agriculture, une foresterie et un élevage plus productifs et aussi protecteurs de l'environnement.

Propos recueillis par Gaëlle Dupont

CHIFFRES

40 % DES TERRES ÉMERGÉES, soit 60 millions de km², sont des "terres sèches". Le terme désigne toutes les terres qui connaissent un déficit en eau. Elles sont à

40 % SITUÉES EN AFRIQUE, à 40 % en Asie. Le reste se trouve en Amérique latine, en Australie, et dans la zone méditerranéenne.

Parmi elles, **10 MILLIONS DE KM²** seulement sont des déserts proprement dits (soit des régions où les précipitations sont inférieures à 250 mm par an). Dix autres millions de km² sont déjà fortement dégradés par la désertification. Sur le reste, soit

40 MILLIONS DE KM², on estime que 70 % risquent de subir le même sort dans les années à venir.

CULTURE et MEDIAS

Comment Hollywood a inspiré les scientifiques, et vice versa

LE MONDE | 12.01.08 | 13h16 • Mis à jour le 12.01.08 | 13h16

Mitraillettes, siège éjectable, vitres pare-balles, assistance à la conduite... La mythique Aston Martin DB5 de James Bond, dans *Goldfinger*, est ce qu'on appelle un véhicule toutes options. Du moins au cinéma. Car seuls quelques-uns de ces gadgets appartiennent au champ du possible. Les autres sont nés de l'imagination débridée des scénaristes de la série pour épater les spectateurs des aventures de l'espion de Sa Majesté. Entre fiction et réalité, il existe pourtant des passerelles que se propose d'explorer Arte avec une série documentaire en quatre parties intitulée "La science vue par Hollywood".

Comment les studios se sont-ils inspirés des travaux de scientifiques et vice versa ? Quels sont les gadgets mis au point pour le 7^e art et qui ont fini par entrer dans notre vie quotidienne ? Où se situe la frontière entre fantasmes et réalisations concrètes ? Le premier épisode ouvre ainsi les portes des grands studios de cinéma et propose un bel inventaire des bolides les plus célèbres du grand écran. A commencer par ceux de 007. L'occasion de constater que le système de cartographie embarqué dans l'Aston Martin n'est rien d'autre que l'ancêtre de nos GPS d'aujourd'hui. En 1964, une telle option paraissait pourtant utopique. On en trouve désormais dans tous les supermarchés.

A LA POURSUITE DE TOM CRUISE

Les mitraillettes installées dans les phares, une idée inspirée par l'aviation militaire, relèvent par contre de la pure utopie. "*Trop lourd et dangereux pour la tenue de route*", estiment les ingénieurs. Sans compter que l'utilité quotidienne d'un tel équipement reste à démontrer pour qui n'est pas espion...

Plus réaliste, Steven Spielberg a exigé que la plupart des objets présentés dans son film d'anticipation *Minority Report*, sorti en 2002, et dont l'histoire se déroule en 2054, reposent sur des technologies existantes. Les voitures du film fonctionnent ainsi avec la sustentation magnétique, une technologie bien réelle mais encore loin de faire fonctionner des véhicules individuels grand public. Les vaisseaux

volants des policiers chargés de poursuivre Tom Cruise, empruntent quant à eux le principe des hydroglisseurs pour se faufiler au milieu des gratte-ciel.

C'est sans doute sous l'eau que scénaristes et scientifiques ont le plus étroitement rapproché leurs travaux. Le sous-marin futuriste du film *Abyss*, de James Cameron (1989), a ainsi pris forme une dizaine d'années plus tard pour le tournage de *Titanic*, du même James Cameron. Comme quoi les lois de la physique et de la science peuvent parfois faire bon ménage avec les spectaculaires impératifs hollywoodiens.

Guillaume Fraissard

POLITIQUE / SOCIETE

Chat

Edgar Morin : "la politique de civilisation ne doit pas être hypnotisée par la croissance"

LEMONDE.FR | 02.01.08 | 12h32 • Mis à jour le 03.01.08 | 17h16

L'intégralité du débat avec Edgar Morin, sociologue, auteur de "Pour une politique de civilisation" (éd. Arléa, 2002), jeudi 3 janvier, à 15 h .

iondeParis : Qu'est-ce que vous entendez par "civilisation" ?

Edgar Morin : Il faut distinguer culture et civilisation. La culture est l'ensemble des croyances, des valeurs propres à une communauté particulière.

La civilisation, c'est ce qui peut être transmis d'une communauté à une autre : les techniques, les savoirs, la science, etc. Par exemple la civilisation occidentale dont je parle, qui s'est du reste mondialisée, est une civilisation qui se définit par l'ensemble des développements de la science, de la technique, de l'économie.

Et c'est cette civilisation, qui aujourd'hui apporte beaucoup plus d'effets négatifs que d'effets positifs, qui nécessite une réforme, donc une politique de civilisation.

mathieu : L'utilisation du mot "civilisation" ne risque-t-elle pas de nous faire jouer le jeu du néo-conservatisme?

Edgar Morin : Je ne vois pas en quoi. Si je dis qu'il faut réformer la civilisation, cela fait plutôt le jeu de ceux qui voudraient changer les choses, et pas des conservateurs.

lb : M. Sarkozy veut-il nous préparer à un affrontement entre l'Occident et l'Islam en employant l'expression "politique de civilisation" ?

Edgar Morin : Je ne suis pas dans l'esprit de M. Sarkozy. Je ne peux pas vous répondre. Moi, je ne l'entends pas ainsi. J'ai même développé dans des écrits l'idée d'une politique de l'humanité qui serait une politique de symbiose des civilisations, c'est-à-dire où entrerait le meilleur de chaque civilisation.

Vurca : Vous dites que la civilisation apporte plus d'effets négatifs que d'effets positifs. Quels sont les effets négatifs ?

Edgar Morin : Je parle du fait que, par exemple, la science n'apporte pas seulement des bienfaits, mais a apporté des armes de destruction massive et des possibilités de manipulation biologique.

La technique et l'économie aujourd'hui concourent à la dégradation de la biosphère, et à tous les problèmes écologiques que nous rencontrons aujourd'hui.

Je dis aussi que partout où les biens matériels ont été apportés à une partie de la population, ils n'ont pas apporté un véritable bien-être psychologique et moral, et qu'il y a malaise chez ceux qui connaissent le bien-être.

L'individualisme, qui est une chose positive sur le plan de l'autonomie et de la responsabilité personnelle, s'est développé en provoquant le dépérissement des solidarités.

Ce sont tous ces phénomènes de dégradation qui sont les aspects négatifs, liés au fait que ce qui domine, c'est la quantité, le "plus", au détriment du mieux. C'est pour cela qu'il faut une réforme de civilisation.

Cathy : Vous dites "*La politique de civilisation (...) devrait reposer sur deux axes essentiels (...) : humaniser les villes, ce qui nécessiterait d'énormes investissements, et lutter contre la désertification des campagnes.*" Quelle compatibilité observez-vous entre les actions menées par le gouvernement et votre conception de la politique de civilisation ?

Edgar Morin : Je pense que jusqu'à présent, ce qu'ont fait les divers gouvernements est très insuffisant par rapport à ces deux aspects. Par exemple, la revitalisation des campagnes suscite le fait de rendre vie d'abord au village, de faire régresser l'agriculture industrialisée et l'élevage industrialisé qui polluent les aliments et les nappes phréatiques au profit d'une agriculture fermière de petites et moyennes exploitations, de développer au maximum l'agriculture biologique.

Sur le plan des villes, on est aussi très loin de les humaniser. Il y a le problème terrifiant de la vie dans les banlieues qui tendent à devenir des ghettos. C'est à la fois le problème de ceux qui vivent dans les villes géantes, hyper-encombrées, toxiques, dans un climat si malsain que les maladies psychosomatiques se multiplient, l'usage des drogues, des somnifères, se multiplie.

Donc je pense que jusqu'à présent, ces deux problèmes n'ont pas été abordés avec la puissance suffisante.

Mickey : Quelle politique de civilisation avec un ministère de l'identité nationale et de l'immigration, l'officialisation des tests ADN ? N'est-ce pas là plutôt des signes de "décivilisation" ?

Edgar Morin : Il est certain que ce que vous citez n'entre pas du tout dans ce que j'entends par politique de civilisation. Cela entre dans un cadre beaucoup plus large qui est celui de l'humanisation d'une politique à l'égard des immigrés. Cela fait partie de mes idées politiques qui sont très favorables à l'intégration des immigrés en France.

Il faut un changement de voie, pas seulement de cap. Et c'est très difficile à faire. Mais si l'on est conscient qu'il faut faire un changement de voie, on est dans une perspective juste.

Josepepe : Le journaliste espagnol d'El Mundo Arcadi Espada affirme que Nicolas Sarkozy perd de son verbe sans Henri Guaino, qui serait un des "*grands écrivains politiques de France*" et "*un nègre présidentiel de légende*". Qu'en pensez-vous ?

Edgar Morin : Je ne connais pas bien les rapports entre les deux. Je n'ai jamais rencontré M. Guaino. Je sais par exemple que c'est lui qui a trouvé dans mes écrits la formule politique de "politique de civilisation".

mathieu : N'est-ce pas une dangereuse tentative de plus de réintroduire la "vertu" et la "justice" au sein de nos objectifs politiques ?

Edgar Morin : De toute façon, une politique de civilisation est une politique qui devrait restaurer les solidarités et les responsabilités, et qui par là-même aurait un aspect moral. On ne peut pas l'écarter. Ce qui est dangereux, c'est quand on pense à la vertu, et à la formule de Robespierre qui disait qu'il fallait unir la vertu à la terreur.

Lynce : Quels sont selon vous les aspects positifs de la politique de Nicolas Sarkozy ?

Edgar Morin : Jusqu'à présent, c'est d'avoir mis des personnes issues de l'immigration dans des postes ministériels.

Jyp : Pensez-vous qu'on puisse mener une réelle politique de civilisation quand l'objectif prioritaire pour le pays fixé par la majorité présidentielle est la croissance à tout prix ?

Edgar Morin : Justement, je pense qu'une politique de civilisation ne doit pas être hypnotisée par la croissance.

Il faut abandonner la recherche du toujours plus pour une recherche du toujours mieux. La croissance est un terme purement quantitatif. Il faut savoir quels sont les secteurs où il doit y avoir croissance, et ceux, au contraire, où il doit y avoir décroissance.

mathieu : Comment pensez-vous que puisse s'opérer le rétablissement des solidarités que vous appelez de vos vœux dans votre ouvrage de 2002 ?

Edgar Morin : Quand j'ai fait un article en avril au moment de la campagne présidentielle, j'indiquais les mesures que je prendrais dans ce sens-là. J'instituerais des maisons de solidarité dans les grandes villes de France, j'instituerais un service civique de solidarité. Je proposais donc au moins deux mesures concrètes.

dipsrot2 : Ne pensez-vous pas que la référence à cette "politique de civilisation" va servir parallèlement, dans l'esprit de ses concepteurs, à rendre plus civil, plus acceptable (à faire accepter par la cité) le libéralisme ambiant ?

Edgar Morin : Ce qui se passe dans l'esprit du président ou de ses proches, je l'ignore totalement jusqu'à présent. Ou bien, effectivement, il s'agit de paroles qui n'auront pas de suite, ou bien il s'agit d'une conversion profonde. S'il s'agit d'une conversion profonde, je pense évidemment que ce serait quelque chose d'important, et je serais prêt à le reconnaître.

Yacine : Les termes "politique de civilisation" ont-ils un volet extérieur ? Est-ce aussi un concept géopolitique ?

Edgar Morin : C'est un concept qui vaut à mon avis partout où il y a eu occidentalisation du monde. Par exemple dans des mégapoles comme Sao Paulo ou Shanghai, on arrive à la même civilisation et à la même nécessité de réforme de civilisation.

pmpl : Il y a au moins deux discours importants de M. Sarkozy qui peuvent permettre de comprendre ce qu'il entend par "civilisation" : celui de Dakar et celui récent de Saint-Jean-de-Latran. Que pensez-vous de ces deux discours ?

Edgar Morin : Je ne suis pas du tout d'accord avec le discours de Dakar, parce qu'il a une vue tout à fait extérieure de la réalité africaine. Il n'a pas compris de l'intérieur les problèmes profonds de l'Afrique : ils sont liés à l'autonomie, à un progrès qui ne soit pas calqué sur le modèle de l'Occident, etc.

Quant au discours de Saint-Jean-de-Latran, je n'insisterai pas. Je pense que l'Europe est métachrétienne. Elle était chrétienne au Moyen Age, et l'Europe moderne s'est fondée sur des idées laïques. Et bien entendu, le message évangélique s'est laïcisé sous la forme de l'humanisme européen.

Et en ce qui concerne le problème de la foi, je crois qu'on peut être aussi moral quand on n'est pas croyant que quand on l'est.

Francisco : Quel est selon vous le "meilleur" de chaque civilisation pour effectuer cette symbiose que vous évoquez ?

Edgar Morin : Je crois qu'en ce qui concerne la civilisation européenne, ce sont les idées de démocratie, de droits de l'homme et de la femme. En ce qui concerne la Chine, c'est une civilisation fondée sur le taoïsme, sur une conception de la vie et de la nature très riche et une idée de sagesse.

Je crois que dans les petites civilisations d'Indiens d'Amérique du Nord ou d'Amazonie, il y a des arts de vivre, des savoirs, des connaissances qu'il ne faut pas mépriser, mais pouvoir adopter.

Je dirais que toute culture a ses vertus, ses superstitions, ses erreurs, et je pense que ce sont surtout les vertus des différentes cultures qui devraient se rencontrer.

On voit très bien ici, chez nous, qu'il y a l'aspiration à un art de vivre qui fait que l'on cherche aussi bien dans le bouddhisme zen, dans le bouddhisme tibétain du dalaï-lama, des réponses à son aspiration à vivre autrement.

Je pense que l'Occident en général et l'Europe ont développé surtout le côté matériel et technique de la civilisation, et ont sous-développé tout ce qui concerne l'âme, l'esprit, la relation avec soi-même et avec autrui. Et je pense que là-dessus, on peut puiser dans ce qu'apportent beaucoup d'autres civilisations.

Gwaihir : L'image du monde actuelle ne penche-t-elle pas (hélas) plus pour la théorie du choc de civilisations de Samuel Huntington que pour une symbiose de celles-ci ?

Edgar Morin : C'est le grand problème aujourd'hui : éviterons-nous une guerre de religions ou de civilisations ? Ce que je dis va dans le sens contraire à celui du choc des civilisations.

Chat modéré par **Constance Baudry**

////////////////////////////////////

POLITIQUE / SOCIETE

La presse anglo-saxonne esquisse un portrait du monde en 2008

LEMONDE.FR | 01.01.08 | 20h10 • Mis à jour le 01.01.08 | 20h40

A quoi ressemblera 2008 ? En ce début d'année, la plupart des journaux s'essaient à prédire les événements et personnalités qui marqueront les douze mois à venir. Daniel Franklin, rédacteur en chef de "The World in", hors-série réalisé depuis 1986 par [The Economist](#) (publié en France par [Courrier international](#)), revient, dans une tribune parue dans [The Guardian](#), sur ce traditionnel exercice journalistique. Les tentatives de prévision,

voire de prédiction, prennent généralement trois formes, explique le journaliste.

LES ÉVÈNEMENTS CERTAINS

Tout d'abord, il y a les évènements qui se produiront à coup sûr. Daniel Franklin peut ainsi affirmer sans risque que l'élection présidentielle américaine occupera les gros titres de la presse dans l'année à venir. *"La Chine fera elle aussi la 'une' de nos journaux",* et pas seulement à cause des Jeux olympiques de Pékin, mais parce qu'*"avec le ralentissement de l'économie américaine, voire son éventuelle récession, la Chine sera le pays qui contribuera le plus à la croissance mondiale"*.

De même, le [*Financial Times*](#), qui se vante d'avoir prédit *"avec succès les évènements de 2007"*, assure qu'en Russie le pouvoir effectif restera entre les mains de Vladimir Poutine, qui abandonnera le poste de président pour celui de premier ministre, *"du fait de sa popularité"* et d'un possible changement constitutionnel attribuant plus de pouvoir à l'exécutif. Le quotidien financier complète son tableau de 2008 en précisant que *"l'Iran ne sera pas en capacité de fabriquer l'arme nucléaire avant 2009 au plus tôt"*, que l'Irak restera un pays *"désintégré"* à moins d'un *"rapprochement régional entre l'Iran chiite et l'Arabie saoudite sunnite"* et que dans la lutte contre le réchauffement climatique, *"s'il y aura des progrès réels (...), chaque avancée s'accompagnera de quelques pas en arrière"*.

Plus anecdotique, 08 sera une année lucrative pour 007, puisque [James Bond](#) fêtera les cent ans de la naissance de son créateur, Ian Fleming, et qu'un livre et un film sortiront à cette occasion. Enfin, si les Chinois fêteront l'année du rat, 2008 sera pour les Nations unies l'[année internationale de la pomme de terre](#).

SPÉCULATIONS ET SURPRISES

Dans la deuxième catégorie de prédictions, Daniel Franklin range les évènements sur lesquels on ne peut que spéculer, au risque de se tromper, comme le fait que la Chine soit le pays qui remportera le plus de médailles d'or aux Jeux ou qu'une femme accédera pour la première fois à la présidence des Etats-Unis.

Ce dernier pari est néanmoins fait par le [*Wall Street Journal*](#) et le [*Financial Times*](#), pour qui *"le candidat démocrate [Hillary Clinton] va gagner l'élection, vu l'impopolarité de l'administration Bush"*. M. Franklin prophétise une autre tendance pour l'année 2008 : *"Les Etats-Unis (quelle horreur !) [en français dans le texte] dépasseront la France pour devenir les premiers consommateurs de vin au monde"*.

Enfin, il y a les évènements imprévisibles : attaques terroristes, catastrophes naturelles, risques de pandémie, krachs boursiers... *"Certains de ces évènements marqueront sûrement 2008, perturbant les scénarios les mieux préparés,* conclut Daniel Franklin. *Nous ne savons pas de quelle nature ils seront. Mais si nous le savions, le jeu des prévisions serait beaucoup moins drôle"*.

CONTRE LES EXPERTS EN PRÉDICTIONS

Le jeu des prédictions ne provoque cependant pas l'enthousiasme chez tous les journalistes. Dans un article au titre provocateur – "Si vous voulez savoir ce qui se passera en 2008, les experts ne sauront pas vous le dire" – paru dans [*The Independent*](#), Dominic Lawson s'en prend aux prévisionnistes en tout genre sollicités par la presse à cette période de l'année. *"Il y a quelques jours,* rapporte l'éditorialiste britannique, *BBC Radio 4 a demandé séparément à ses trois experts aux Etats-Unis de prédire qui sera le prochain président des Etats-Unis. 'Hillary Clinton', a confié l'expert n° 1. 'Barack Obama',*

a affirmé avec autant de conviction l'expert n° 2. 'John McCain', a insisté l'expert n° 3 avec la même assurance !"

Certains journaux vont plus loin, s'essayant à un exercice qui ressemble fort à de la science-fiction. Ainsi, le [New York Times](#) se souvient de son éditorial daté du 1^{er} janvier 1908, qui envisageait New York et le monde tels qu'ils seraient... en 2008. Dans la même optique, plusieurs plumes ont été appelées pour imaginer le monde de 2108.

Ken Perlin, professeur à la New York University, pense que chaque être humain aura *"un dispositif implanté dans l'œil (...) qui lui permettra d'avoir toutes les informations qu'il désire, sans faire d'effort"*. Moins optimiste, le chorégraphe Bill T. Jones croit que l'on se rappellera de 2008 *"comme du dernier âge heureux"*. D'ici à 2108, l'humanité aura perdu *"la bataille du réchauffement climatique"* et *"une bombe atomique aura explosé"*, *"les moins chanceux auront faim, certains seront handicapés, mais il y aura malgré tout quelques enclaves d'opulence"*.

Si toutes ces prévisions ne sont pas à prendre au premier degré, leur utilité est d'élaborer différents scénarios possibles pour l'avenir. A charge ensuite à chacun d'agir dans le présent, pour, éventuellement, les contredire.

Le Monde.fr